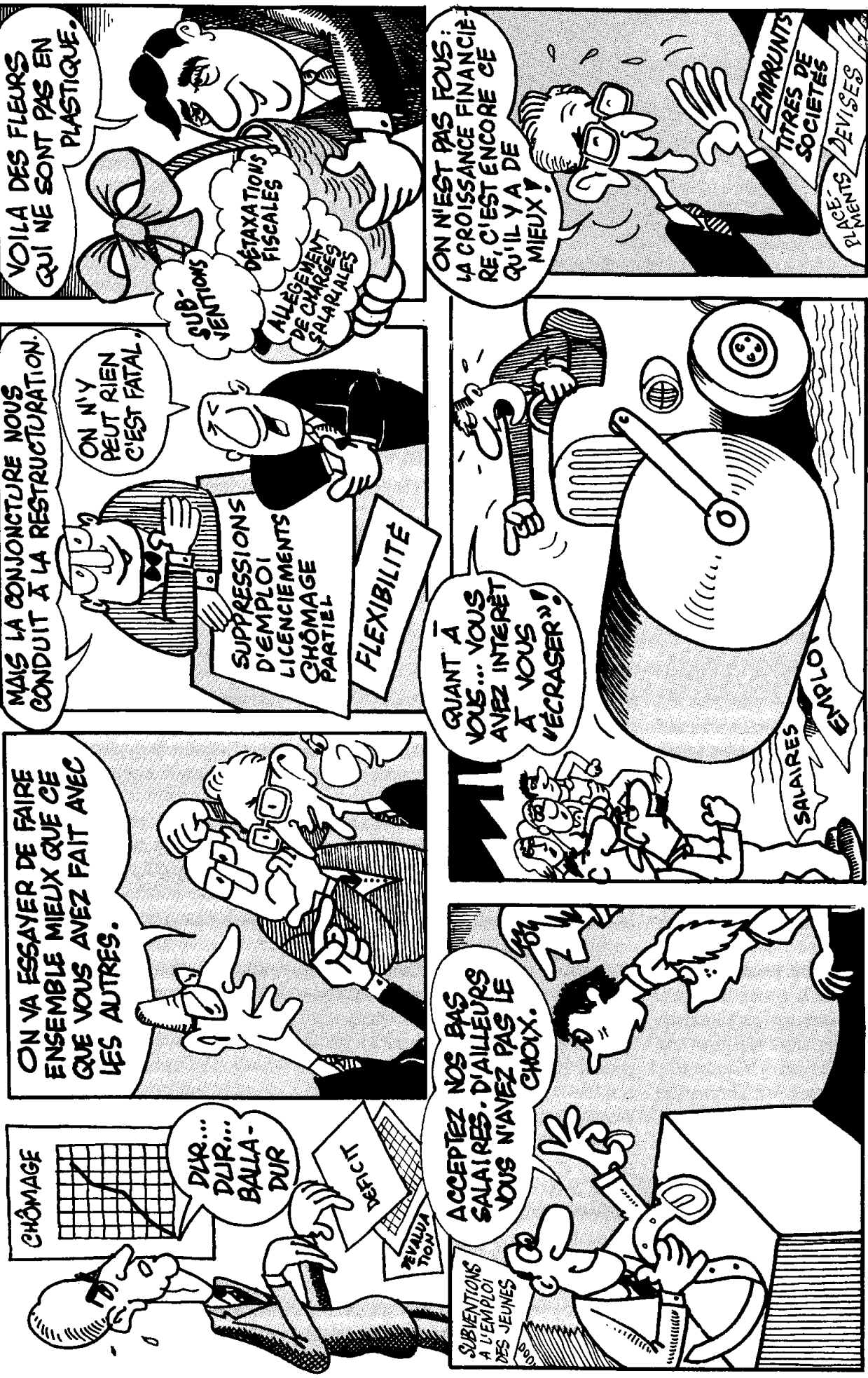


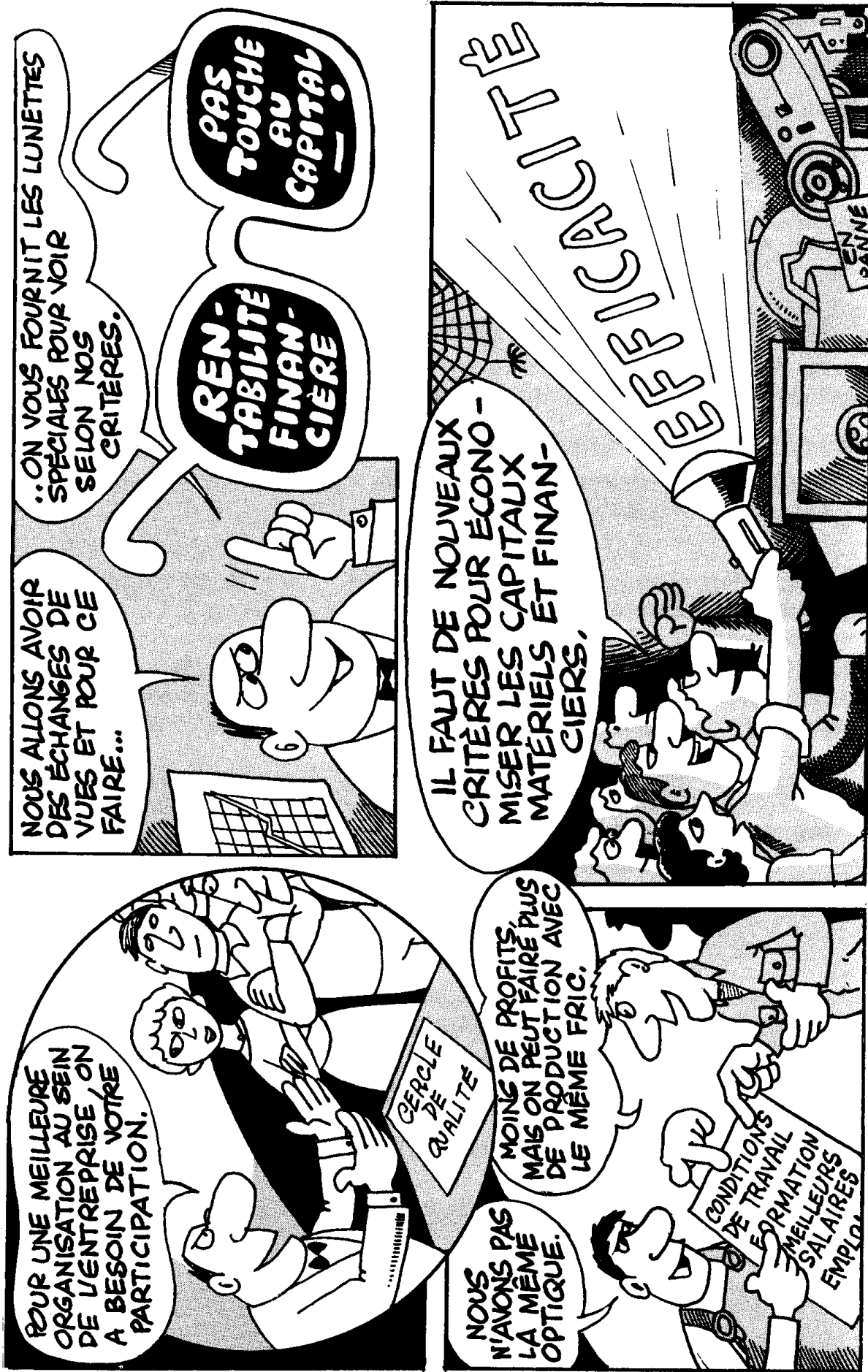
1 Nouvelle démagogie, nouvelles aides au patronat, mêmes effets contre les travailleurs et la Nation.



Face à la montée persistante du chômage la droite prétend faire de l'emploi la priorité, alors que les socialistes avaient déclaré faire passer avant la lutte contre l'inflation. Elle veut rivaliser avec les socialistes de démagogie et aussi d'aides à la rentabilité financière des capitaux sous prétexte de relever la production.

Cependant les emplois au rabais et subventionnés pour les jeunes sont opposés aux autres emplois, renforcent encore la limitation des débouchés et la croissance générale du chômage. Les aides au patronat (détaxations et actions sur le crédit) relancent encore plus activement la croissance financière multinationale pour la rentabilité des capitaux contre les productions régionales et nationales réelles.

② Participer pour la rentabilité ou intervenir pour l'efficacité sociale ?



Dans le patronat dit éclairé et chez tous les politiciens qui le soutiennent, on prône la participation pour profiter des suggestions des travailleurs dans les nouvelles conditions techniques et pour leur faire admettre de façon nouvelle leur propre exploitation pour les profits et l'accumulation des capitaux. Mais toutes les catégories de travailleurs peuvent se rassembler dans l'action sur d'autres objectifs d'emplois, en quantité et en qualité, de salaires, de conditions de travail de qualification.

Cependant avec les critères de jugement de l'utilisation des fonds fondés sur la rentabilité, ces objectifs sociaux sont rejetés. Au contraire, de nouveaux critères d'efficacité permettraient à la fois d'éclairer les gâchis des capitaux et de favoriser de nouveaux choix de gestion et de production développant les hommes. Il s'agit de juger l'efficacité par la croissance de toute la richesse nouvelle produite pour une même quantité de fonds avancés, en économisant les capitaux matériels et financiers et en développant les capacités des travailleurs ainsi que leur emploi.

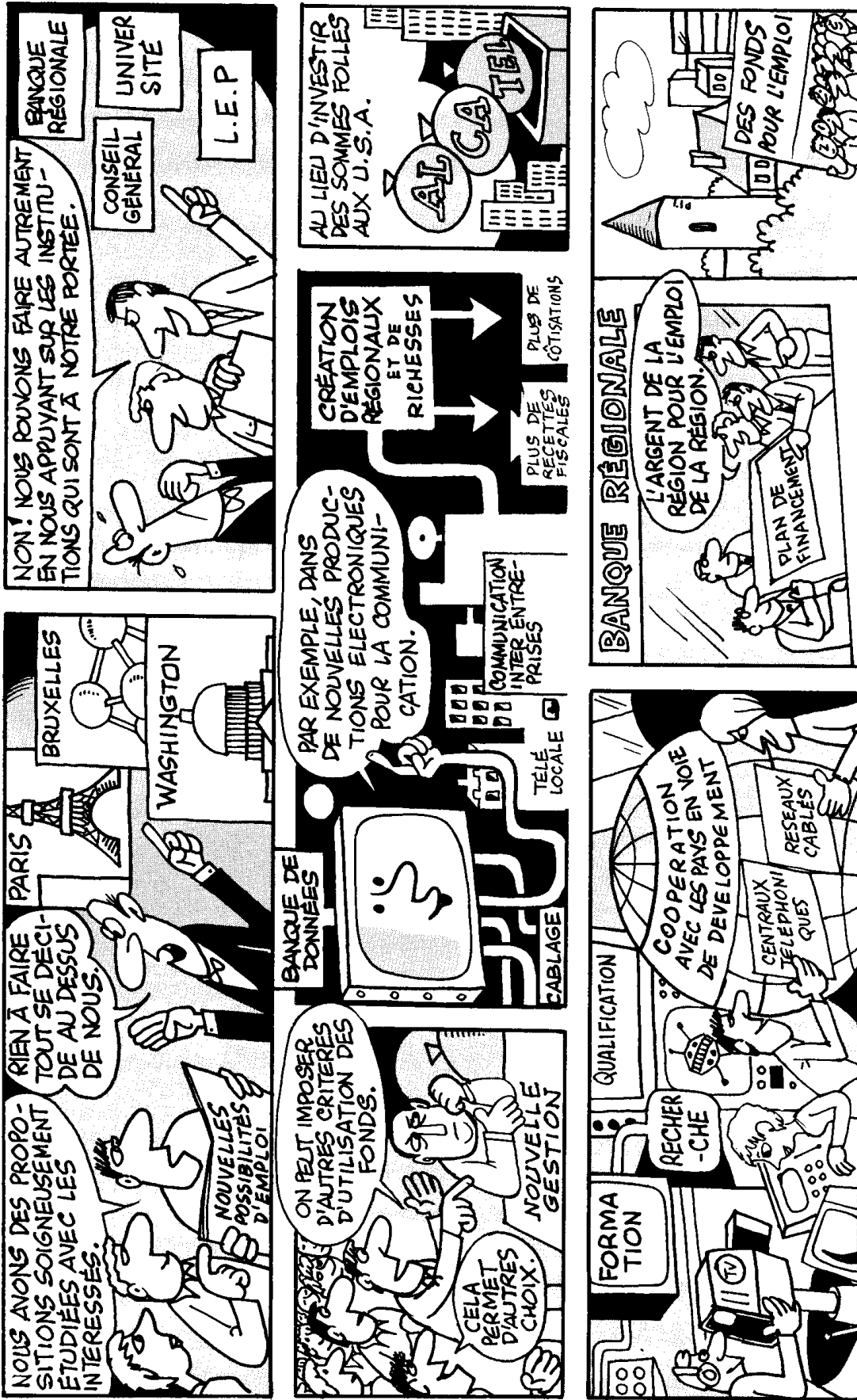
3 Diminuer les coûts matériels et financiers et les gâchis humains en dépensant plus pour développer les hommes.



Les nouvelles technologies sont gâchées en raison de l'insuffisance des dépenses de développement des hommes. Par exemple, dans les ateliers flexibles ou encore dans les ateliers robotisés il y a des « dysfonctionnements » et des gaspillages importants dus à l'insuffisance de formation (pour la prévention des pannes et leur réparation rapide) à l'excès d'intensification du travail, à la non-coordination entre concepteurs des matériels et agents de fabrication, etc. En effet les dépenses pour les travailleurs ainsi que l'emploi sont comprimés, sous prétexte de la réduction des coûts, au détriment des critères de rentabilité.

Au contraire, en économisant systématiquement sur les coûts matériels et financiers relativement à la nouvelle richesse produite (valeur ajoutée), on peut accroître les dépenses pour les travailleurs et la population : formation, recherche, emploi, etc. (Valeur ajoutée disponible pour les travailleurs et la population). Ces dépenses permettent en retour d'élever encore l'efficacité sociale des capitaux (Valeur ajoutée/Capital matériel et financier), et ainsi de suite dans un nouveau type de croissance.

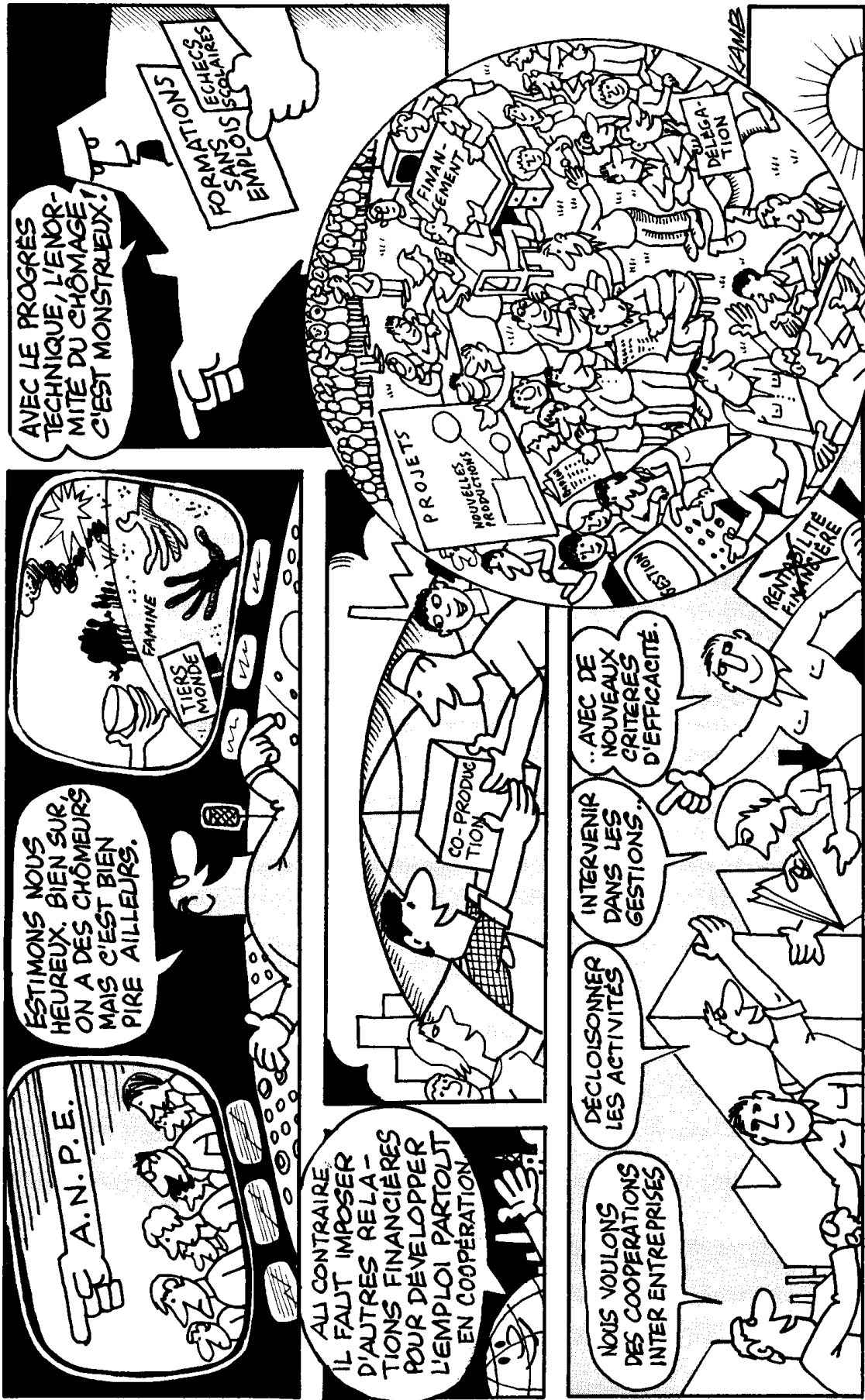
2 Des propositions fondées sur d'autres critères des fonds, s'appuyant sur les institutions régionales.



□ Aux refus de propositions constructives pour des emplois nouveaux, des productions et des services, sous prétexte que tout est déjà réglé « en haut », on peut opposer l'appui sur toutes les institutions régionales et locales. Une condition essentielle de ces nouvelles propositions est de mettre en cause les critères d'utilisation des fonds pour la rentabilité financière et l'accumulation financière (en devises, en titres, en capitaux exportés) en leur opposant une efficacité sociale des fonds.

□ L'efficacité sociale des fonds consiste à les utiliser non pas pour faire grandir le seul profit en monnaie, mais pour développer de façon compétitive, économie, des productions, des services, des emplois en quantité et en qualité. Il s'agit de chercher à produire plus de richesses réelles régionales et nationales à partir des divers fonds à la disposition des entreprises. On vise à développer toute la richesse nouvelle, ce que l'on appelle la « valeur ajoutée » dans la production, qui comprend non seulement les profits mais les salaires, les impôts, les cotisations sociales. En augmentant la valeur ajoutée produite par rapport aux fonds avancés on peut faire croître « la valeur ajoutée disponible » pour développer les travailleurs et les populations, pour faire progresser à la fois leurs efficacités et leurs vies.

3 Coopérer entre entreprises et activités françaises ainsi qu'au plan international pour le développement mutuel de tous.



□ Les médias veulent faire accepter la fatalité du chômage, des gâchis de la formation, du gaspillage des ressources et des peuples du monde capitaliste pillés pour les profits des groupes financiers et des banques multinationales. Ils prétendent rassurer en déclarant soit que c'est bien pire ailleurs comme dans le Tiers-Monde, soit qu'on arrive à mieux faire dans les pays où le profit est encore plus le roi. En réalité les difficultés monstrueuses des pays en voie de développement comme les superprofits des pays capitalistes les plus dominants (Etats-Unis, Japon, RFA) développent l'insuffisance des débouchés et le chômage massif dans tout le monde capitaliste y compris pour les pays les plus dominants. □ Tout au contraire, il convient de construire d'autres coopérations fondant le développement des uns sur le développement des autres. En intervenant dans les gestions des entreprises et des financements, on peut développer d'autres coopérations en France entre les entreprises et entre toutes les activités pour des débouchés réciproques, des recherches et des formations en commun, des coproductions, etc. Il s'agit de faire converger les luttes, de décloisonner les activités pour ces nouvelles coopérations depuis le niveau régional et national jusqu'au plan international. Il s'agit de construire pied à pied et de façon décentralisée non seulement d'autres rapports économiques mais aussi d'autres rapports sociaux et politiques en promouvant d'autres valeurs morales de solidarité et d'intervention autogestionnaires.



CANCER FINANCIER ET PRESSIONS SUR LES SALAIRES ET LES EMPLOIS (suite)

par Paul BOCCARA

Comme on l'a vu dans le précédent numéro, certains spécialistes commencent aujourd'hui à reconnaître que la puissance des investissements financiers (en titres ou en devises) s'opèrent contre les investissements productifs ou réels, aggravant la faiblesse de la production réelle et renforçant le chômage massif. Cependant, on continue à cacher d'autres faits et donc l'explication profonde du processus de cancérisation financière : ce sont les pressions contre les salaires et les emplois, contre les travailleurs et la population, qui constituent le moteur fondamental de la croissance financière. Si l'on ne voit pas cela, on peut croire, comme aujourd'hui certains spécialistes de droite (de l'UDF) et de « gauche », qu'il suffirait de mesures en faveur des investissements réels pour relancer la croissance réelle. Mais sans mettre en cause la domination de la rentabilité contre les travailleurs mais au contraire en la favorisant, on relancerait encore la croissance financière.

L'EXPLICATION

I. Les investissements productifs, se faisant pour la profitabilité des capitaux, visent aujourd'hui surtout à réduire les salaires et l'emploi pour une même production, en augmentant très peu ou pas du tout la production.

En 1986, 70 % des investissements productifs des entreprises auraient été des investissements dits de « productivité » (en réalité supprimant des emplois, tout en cachant les gâchis de moyens matériels) contre seulement 30 % pour les investissements d'extension des capacités (« Actualité Industrielle Economique et Sociale » citée dans *Economie et Politique* de janvier 1987, p.41). On prend prétexte pour faire cela de l'insuffisance des débouchés. En réalité, on tend encore ce faisant à aggraver ces deux insuffisances. En effet :

① Les pressions sur les salariés s'opposent aux transformations technologiques qui permettraient de lutter contre les gâchis ou l'inefficacité des capitaux matériels.

Les limitations des dépenses de recherche et de développement (liées aux pressions sur les salaires et les emplois correspondants) favorisent l'insuffisance de la mise en place des nouvelles technologies économes en capital matériel. La pression sur les dépenses de qualification, sur le nombre des emplois, sur les conditions de travail entraînent des gâchis des nouvelles technologies quand elles sont mises en place : importance des pannes et de tous les « dysfonctionnements ».

② Les pressions sur les salaires et les emplois aggravent aussi l'insuffisance des débouchés intérieurs (1).

Cette insuffisance des débouchés intérieurs se combine aux gâchis contre l'efficacité pour tendre à déprimer encore la rentabilité de la production réelle en faveur de la croissance financière. Tout cela relance les cercles vicieux des pressions contre les travailleurs, contre la production, et contre la croissance des investissements réels eux-mêmes.

II. Les politiques d'austérité contre les travailleurs et la population et de faveurs aux profits prennent aussi prétexte des besoins d'améliorer la situation nationale. Tout au contraire, elles tendent à aggraver les difficultés particulières de la France, vis-à-vis des pays capitalistes les plus dominants, et la gravité de sa croissance financière contre sa population.

① Les détaxations et exonérations de charges en faveur des profits des entreprises et des placements financiers, favorisent la croissance financière tout en aggravant les difficultés du budget de l'Etat.

Le déficit du budget est lié aux insuffisances des recettes fiscales, dues à la dépression de la production et de l'emploi, alors que les besoins d'aides financières publiques à l'économie augmentent. Cela provoque la gravité de l'endettement public, favorisant



les placements financiers sur les emprunts d'Etat et la hausse des taux d'intérêts contre l'investissement réel. Cela entraîne aussi les limitations des budgets de développements des hommes (formation, recherche, etc.) aggravant les difficultés de l'inefficacité des capitaux et des débouchés intérieurs.

② La tradition d'insuffisance relative des développements de l'industrie française des équipements

(sauf ceux liés aux commandes publiques, mis en cause aujourd'hui comme pour les télécommunications) est due notamment aux facilités des débouchés coloniaux du passé à l'opposé de la situation de la RFA, par exemple.

La tradition de croissance financière supérieure et de recherche de profits par les banques françaises, davantage par des placements financiers que pour des développements industriels se relie à la précédente. Ces deux traditions sont terriblement aggravées par la recherche de la rentabilité financière dans la crise.

③ Notre déficit commercial se situe essentiellement dans les produits industriels et de plus en plus dans les biens d'équipements

(vis-à-vis de la RFA, des Etats-Unis, du Japon, d'autres pays européens, etc.). Ce déficit commercial est développé par les insuffisances et l'inefficacité relative de l'appareil productif. Il est dû aussi à l'insuffisance du soutien des productions nationales par un débouché intérieur de moins en moins maîtrisé et de plus en plus contrarié et perturbé. Les besoins de devises pour solder le déficit entraînent les difficultés du franc vis-à-vis des autres monnaies, la hausse des taux d'intérêt intérieurs pour que le franc ne file pas trop, la gravité des placements financiers spéculatifs ou durables des capitaux français à l'étranger, et au contraire les facilités des crédits étrangers (par exemple allemands) pour les importations en France, ou pour les prises de contrôle d'entreprises françaises.

④ Les taux de salaires et charges salariales sont depuis longtemps plus élevés en moyenne en RFA qu'en France,

surtout au cours du change du franc (voir les travaux de la Dresdner Bank) de même que la qualification moyenne et les dépenses de formation.

Ces derniers temps, la différence de croissance est devenue criante même sans tenir compte des taux de change. Ainsi en 1986, « **les coûts salariaux unitaires** (par unité de produit) en monnaies nationales ont progressé de 3,4 % en Allemagne contre 0,34 % en France » (*Le Nouvel Economiste* du 13.4.87, p.11). Mais cela a accompagné la hausse relative de l'efficacité des capitaux matériels et de la compétitivité des produits en RFA, traduite dans les déficits commerciaux français récents encore accrus par la domination monétaire et financière. Cela ne veut pas dire que le chômage n'est pas massif en RFA... Mais cela explique son aggravation récente beaucoup plus marquée en France. □

Dans le prochain numéro : **LES SOLUTIONS**

(1) Insuffisance des débouchés concernant notamment de nombreuses productions qui sont nécessairement françaises : transport en chemin de fer, électricité, télécommunication, nombreux services, etc.



CANCER FINANCIER ET PRESSIONS SUR LES SALAIRES ET LES EMPLOIS (fin)

par Paul BOCCARA

Afin de lutter contre le cancer financier proliférant au détriment de la production réelle et de l'emploi, il convient de proposer des mesures de pénalisation effective de la croissance financière, par des prélèvements sur les opérations financières (d'autant plus importants que ces opérations s'opposent à la croissance réelle) et notamment celles concernant les marchés financiers internationaux.

Mais en même temps et plus encore, il faut lutter pour des mesures directes de création d'emplois, associés à des productions réelles et des services utiles, développés de façon efficace en France.

De simples mesures fiscales ou même de crédit en faveur de l'investissement réel seraient tout à fait insuffisantes et même inopérantes. En effet, comme nous l'avons vu, sous la pression de l'exigence de rentabilité capitaliste, l'investissement réel se fait, dans la crise, contre l'emploi et les salaires. Ce qui freine gravement la croissance réelle de l'investissement réel lui-même, notamment par l'insuffisance du débouché intérieur et la pression sur les facteurs humains cruciaux de compétitivité (sans compter les excès d'importation des équipements).

LES SOLUTIONS

Les solutions possibles peuvent être regroupées en trois ensembles de mesures convergentes.

I. Lutter pour des financements d'emplois supérieurs en quantité et en qualité, liés à des croissances efficaces supérieures en quantité et en qualité des productions réelles et des services utiles.

❶ Il convient d'exiger des décisions concernant des emplois supérieurs dans les entreprises (y compris les services publics).

Ces décisions ne permettent pas seulement de répondre directement aux difficultés, encore aggravées en France en 1987, du chômage, de la précarisation, de l'insuffisance des revenus salariaux. Elles permettent aussi d'attaquer à la racine les cercles vicieux de la croissance financière, en fournissant la base primordiale d'une relance solide des débouchés et de l'efficacité de la production réelle (1).

❷ Les propositions d'emplois doivent être intégrées dans des programmes de production et de services, avec les investissements réels économes nécessaires, l'utilisation maximum des équipements et les financements efficaces correspondants.

Pour que ces programmes soient viables et rassembleurs, il convient d'assurer leurs conditions de financement et de réalisation avec d'autres critères des choix. Des critères d'efficacité sociale d'utilisation des fonds peuvent faire reculer ceux de la rentabilité capitaliste (poussant à la croissance financière) en faveur de la croissance de la richesse réelle disponible pour les populations.

II. Des propositions de coopération à tous les niveaux, sur des programmes d'emplois et de productions efficaces entre entreprises, services publics et institutions financières.

❶ Des coopérations sur des financements en commun, des débouchés plus ou moins réciproques, l'élévation de la productivité du travail et de l'efficacité des moyens avancés, au niveau régional, national et international, sont indispensables.

Elles doivent favoriser l'efficacité et la durabilité des augmentations de production et d'emplois, en pouvant aller de la formation et de la recherche jusqu'à la distribution commerciale.

Elles pourront fonder à partir du développement des populations et de leurs capacités, de la progression du marché intérieur et de sa reconquête, de nouvelles coopérations internationales visant des coproductions de croissance mutuelle des emplois.

Elles pourront ainsi s'opposer aux excès d'importations de marchandises et aux illusions de l'exportation à tout prix (voir notamment la gravité du déficit commercial de la France dans la première moitié de 1987), aux excès d'exportations de capitaux et aux importations de capitaux de domination.



② Les coopérations avec et dans le secteur public, industriel, financier, des services, doivent permettre de faire avancer de nouveaux critères d'efficacité des choix, poussant à développer les capacités des travailleurs, à économiser les investissements réels accrus, et à réduire les accumulations financières.

Les interventions des travailleurs, des élus, des usagers doivent être développées, afin d'agir pour ces coopérations et en faveur de critères d'efficacité sociale des fonds, cohérents avec des choix concrets, liant nouvelles technologies et développement des populations.

III. Instituer des «Fonds d'efficacité des financements de l'emploi, de la production et des services», coordonnant leurs divers financements publics et ceux du système de crédit, pour les impulser avec des principes d'efficacité sociale et des concertations démocratiques, depuis le plan régional jusqu'au plan national.

Dans l'immédiat, des propositions de transparence démocratique, de coordination de fait et d'impulsion de ces financements (avec certains abaissements du coût du crédit) en vue d'une nouvelle croissance réelle peuvent être avancées.

① Il s'agit d'utiliser autrement les fonds disponibles mais aussi la création monétaire par le système de crédit.

Pour changer l'orientation des financements, il convient d'impulser non seulement d'autres critères d'utilisation des fonds, mais, en liaison avec eux, d'autres bases de la croissance des disponibilités des institutions financières. Ainsi, le placement en dépôts des revenus accrus des salariés et des entreprises (et aussi des trésoreries des recettes publiques et sociales accrues de façon corrélative) fournit une base de développement des disponibilités des institutions de financement concernées. Cela favorise la poursuite de leur financement d'une nouvelle croissance réelle fondée sur le développement des hommes.

② La taxation des opérations financières et le ressaisissement de la maîtrise nationale de la création monétaire doivent aller de pair avec le rôle de ces « fonds » nouveaux, pour l'émancipation des gâchis et des risques grandissants de la domination des marchés financiers internationaux.

Les gâchis et les risques de dévalorisation de l'échaffaudage des titres financiers, font peser des menaces accrues sur la production réelle et la vie des populations. Il convient de leur opposer non seulement la taxation mais une autre organisation du système monétaire et financier. On peut utiliser notamment les « réserves obligatoires » des banques à la Banque de France, par des modalités de prélèvement opposées à la croissance financière (et aux exportations de capitaux) et par des utilisations favorisant les impulsions nouvelles des financements d'emplois et de productions au plan régional, avec des péréquations nationales. Dans l'immédiat, on peut agir en ce sens par exemple par des emprunts obligatoires sur les institutions et les opérations financières, en vue de favoriser des avances durables pour des fonds de roulement et des prêts participatifs pour les investissements nécessités par une nouvelle croissance des productions réelles et des emplois. ■

(1) Un rapport récent de la Direction de la Prévision du Ministère des Finances reconnaît que l'insuffisance de la demande intérieure constitue une des raisons de l'insuffisance de l'investissement réel en France.